

SISTEMA AMBIENTE

Sistema Ambiente - n.7 anno XVIII
Reg. Tribunale di Torino n.4168 del 4/4/90.
Direttore Resp. Eupremio Malorzo
Tipografia e Redazione - Via Belfiore, 24
10125 TORINO - Tel. 0039.11.6688383
Fax 0039.11.6689723



Spedizione elettronica

Du commencement d'une nouvelle stratégie environnementale à la gestion du bilan environnemental

Signaux d'une nouvelle stratégie ?

Les 8 et 9 mars 2007, le Conseil de l'Union Européenne a formulé une directive d'approche intégrée à la politique climatique et énergétique. Elle a, dans ce sens, affirmé son propre engagement à réaliser une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020, par rapport à 1990, disposée à une réduction de 30%, si les autres pays s'engagent également aux mêmes réductions. Dans ce but, l'UE se déclare prête à aider les pays en voie de développement. Une politique durable des transports fait partie des actions prioritaires.

L'économie de 20% des consommations énergétiques et la diversification des sources énergétiques avec l'accroissement des énergies renouvelables (à réduire de 20% par rapport aux consommations totales).

Dans ce cadre, l'Italie est également en train de faire ses premiers pas sur le marché volontaire des unités des émissions de CO₂, qui sera activé à partir d'avril.

Si nous réagissons concrètement pour réaliser ces objectifs, il s'agira de premiers pas qui marqueront dans chaque cas un tournant de la période des dénonciations et des énonciations à celle des actions correctives.

Il s'agit, dans chaque cas, de mesures qui, même d'importance considérable, sont insuffisantes si vous les comparez avec la dimension des phénomènes qui s'accumulent avec toujours une grande rapidité.

Une conscience qui se manifeste

Il y a peu de doutes désormais, l'activité de l'homme change la planète. Les effets des émissions d'anhydride carbonique sur le climat sont ressentis dans chaque partie du monde et il est désormais clair que les répercussions sur le climat sont causées par l'activité de l'homme. La dénonciation, lourde et sans appel arrive, en grande partie, des moyens d'information et de nombreux gouvernements, au-delà des institutions scientifiques et internationales.

Les arguments qui expliquaient le changement climatique comme un processus naturel de la

planète sont, aujourd'hui, amplement contredit par de nombreuses données.

Au-delà des dénonciations officielles, cet élément est perçu par les populations avec une appréhension croissante, en particulier, parce que les stratégies concrètes de prévention ne sont pas parues comme aptes à faire front jusqu'à présent.

Pas d'aggravation du climat mais climats inconnus jusqu'à présent

C'est une Terre à l'aspect très différent, celle qui émerge de la recherche sur le futur du climat conduite par un groupe américain et publiée sur une revue de l'Académie des Sciences des Etats-Unis, PNAS. Zone froide par définition, l'Arctique ou la Sibérie, pourraient avoir un climat résolument doux, alors que le climat tropical deviendrait ces zone aujourd'hui tempérées, avec des conséquences draconiennes sur les déserts et les forêts. Les modèles climatiques et des émissions de gaz à effet de serre élaborés récemment par le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC) ont été le point de départ de la recherche, coordonnée par John Williams, du département de géographie de l'université du Wisconsin, et conduite en collaboration avec le département de botanique de l'université du Wyoming et financée par la National Science Foundation des Etats-Unis.

Si les émissions d'anhydride carbonique et de gaz à effet de serre ne ralentissent pas dans un futur proche, la recherche prévoit un scénario de changements dramatiques, dans lequel, pour 2100, des zones climatiques entières pourraient disparaître et où il pourrait y avoir l'apparition de climats jusqu'alors inconnus. Par conséquent, la répartition des espèces vivantes changerait également. Les chercheurs ont imaginé un scénario dans lequel, dans les prochaines années, il n'y aura aucun gaz responsable de l'effet de serre : dans ce cas, les conditions climatiques jusqu'à présent inconnues pourraient apparaître sur 39% de la planète et, parallèlement, 48% des zones climatiques actuelles pourraient disparaître. Il pourrait aussi y avoir des changements importants, même si

moins considérables, s'il on assiste à un ralentissement des émissions de gaz à effet de serre : dans ce cas, l'apparition de nouvelles conditions climatiques et la disparition d'autres concernerait les zones qui occupent 20% de la Terre. Donc, en aucun cas, il sera question de changements infimes ; la transformation du climat pourrait concerner des régions fortement peuplées comme le Sud-Est des Etats-Unis, le Sud-Est asiatique et une partie de l'Afrique. Seraient également impliquées des zones précieuses pour la biodiversité comme la forêt amazonienne, les Andes et les déserts. A changer d'aspect, ils seront des soi-disant « biomes », c'est-à-dire des grands écosystèmes comme les forêts pluviales, les prairies ou le désert.

Un processus qui s'accélère

Le réchauffement global de la planète n'est pas seulement un passage, il est même en constante accélération : 11 des 12 années les plus chaudes de l'histoire de la météorologie sont concentrées dans ces 12 dernières années. Début 2001, lorsqu'est paru le troisième rapport Ippc, l'augmentation de température au cours du dernier siècle était de 0,6 degrés. Aujourd'hui, on observe une augmentation de 0,74 degrés. Pour les 20 années prochaines nous attendons une autre hausse de 0,4 degrés. Cette hausse aurait pu être seulement de moitié, rappellent les scientifiques du Palais de Verre, si les avertissements avaient été pris sérieusement en considération en arrêtant radicalement les émissions à effet de serre. Maintenant, nous nous attendons à au moins trois décennies de chaleur croissante.

Plus rapides, par contre, il y a d'autres effets négatifs provoqués par les changements climatiques. Nous assisterons à une réduction des calottes glacières qui, dans le cas du Pôle Nord, conduira à la fin du siècle à une disparition quasi totale des glaciers durant la saison estivale. De plus, il est fort probable que les ondes de chaleur et les épisodes de précipitations très intenses continuent à devenir toujours plus fréquents et que les cyclones tropicaux diminuent en nombre mais augmentent en intensité.

La forte pollution des pays asiatiques, devant l'Inde et la Chine, risque d'altérer le mécanisme qui régule l'apparition des tempêtes sur l'Océan Pacifique et, avec lui, la circulation des masses d'air chaude au niveau global. La recherche menée par un groupe d'universités américaines et publiée dans la revue de l'Académie des Sciences des Etats-Unis, PNAS a signalée le phénomène et l'impact qu'il pourrait avoir sur le climat de la planète.

Les chercheurs, dirigés par Renyi Zhang, du département des sciences atmosphériques de

l'université du Texas, basent les prévisions sur le modèle qu'ils ont élaboré en mettant en relation les données météorologiques relatives au Pacifique avec celles concernant la pollution. Les données de départ sont celles récoltées par les satellites de 1984 à 2005, en liaison avec l'International Satellite Cloud Climatology Project (ISCCP).

« Nous démontrons (écrivent les chercheurs) que dans la période hivernale, la tendance à la formation de nuages de convection va en augmentant, c'est-à-dire des nuages orageux à développement vertical, qui naissent lorsqu'une masse d'air monte rapidement et quasi verticalement parce qu'elle se trouve être plus chaude que l'air environnant ». Le résultat, observe également les auteurs de l'étude, « est une grande marge d'incertitude sur les prévisions climatiques ». Les simulations faites sur la base de nouveaux modèles élaborés par les experts américains des sciences de l'atmosphère démontrent que « la multiplication des nuages de convection se rejoint avec la production d'aérosol due à la pollution des pays asiatiques, provoquant ainsi des tempêtes plus intenses. En confrontant les données enregistrées entre 1984 et 1994 et celles enregistrées entre 1994 et 2005, les spécialistes ont découvert que la présence des nuages de convection sur le Pacifique a augmenté de 20% à 50%. Les polluants qui contribuent le plus à alimenter les nuages orageux sont les sulfates et la suie produits par la combustion de carbone et leur présence dans l'aérosol atmosphérique influence directement le développement des nuages, leur durée et les précipitations.

Urgence du climat sur toute la planète. Et pas seulement. Le changement, ces dernières années, est en phase d'une accélération progressive. Ce sont les conclusions auxquelles serait parvenu l'Intergovernmental Panel on Climate Change. Les experts pourraient annoncer, d'ici la fin du siècle, une augmentation de 2-4,5 degrés de la température et un redoublement des concentrations de CO₂ en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Le niveau de la mer montera entre 28 et 43 cm.

Les glaciers du Tibet sont descendus au rythme de 131,4 kilomètres carrés par an. L'avertissement arrive du dernier rapport de China Geological Survey Bureau, cité par l'agence Nuova Cina. Si nous n'intervenons pas contre le réchauffement de la planète, avertissent les experts, treize mille kilomètres carrés de glace pourraient se détacher d'ici 2050, en altérant sur l'équilibre hydrique de la région. Du haut plateau du Qinghai-Tibet, qui a une extension de 88.715 kilomètres carrés et une hauteur moyenne d'environ quatre mille mètres, naissent plusieurs fleuves asiatiques, et sur les berges de ceux-ci vivent une centaine de millions de personnes. La réduction totale de

l'eau pourrait avoir de grandes conséquences environnementales et économiques. Pour cela, les spécialistes souhaitent que le rapport puisse pousser le gouvernement chinois à adopter des mesures spéciales de protection d'air.

S'investir dans la reconversion ou perdre le futur

L'Europe risque de payer jusqu'à 2 milliards d'euro de dommages pour faute d'événements catastrophiques causés par des changements climatiques comme Kyrill, qui a dévasté la moitié du Vieux continent. De plus, ces tempêtes sont de plus en plus intenses et nombreuses.

En termes économiques, une tempête comme Kyrill coûte jusqu'à 2 milliards d'euro : la Grande Bretagne, la Hollande et la France sont particulièrement exposés. Le Royaume-Uni risque de subir d'ici la fin du siècle 25% en plus de tempêtes hivernales par an et une augmentation de la puissance des vents.

Ressources humaines

Ils pourraient être les médecins, les enseignants ou les scientifiques de demain, avoir un rôle actif et important dans la société pour donner une impulsion au développement de leurs pays, mais pour 200 millions d'enfants dans le monde le destin est déjà tracé avant leur 5 ans : en effet, les conditions de vie précaires ne leur permettent pas de développer pleinement leur potentialité dans une période critique pour le développement cognitif, les condamnant à devenir des étudiants désavantagés et des adultes avec un poids insuffisant dans le monde du travail. Ceci est la dénonciation reportée sur la revue « Lancet » avec trois études dédiées à rechercher la dimension du problème, en comprendre les causes et décider des interventions décisives à mettre en avant.

Entre les causes principales du développement cognitif manqué de cette multitude de petits, on remarque l'exposition à des substances nocives souvent présentes dans l'eau consommée, des carences nutritionnelles, la pauvreté, donc une absence des conditions matérielles pour nourrir l'esprit. En première position de ce classement affligeant, il y a les enfants de l'Asie du Sud (89 millions exposés au risque) et de l'Afrique Sub-Saharienne qui est la région avec le plus haut pourcentage d'enfants désavantagés, explique un des responsables de la recherche, Sally Grantham-McGregor, de la London School of Tropical Medicine and Hygiene en Grande-Bretagne.

L'autre aspect alarmant est la diffusion des grandes épidémies (pas seulement le SIDA qui, pour le moment, est le plus grave), celles qui frappent les pays développés très peuplés et qui

présentent toujours les plus grandes difficultés et complexités d'organisation pour être contenues. Dans les pays développés ce qui frappe le plus les populations est le phénomène des accidents au travail, autant par la gravité que par le nombre. Officiellement, en Italie, le nombre varie entre 950.000 et 1.000.000 d'accidents au travail par an. Les vérifications achevées disent qu'à ce nombre sont ajoutés dans les dernières années environ 200.000 accidents au travail qui ont frappé les travailleurs non réguliers ou qui ne sont pas déclarés ; ceci regarde surtout les travailleurs immigrés qui sont utilisés sans contributions, mais cela concerne également une pratique qui s'étend de plus en plus. Par conséquent, une augmentation des accidents au travail qui indique la discordance entre les grands pas de la technologie et la mauvaise organisation du travail et la fragile organisation du sociale.

Le noeud de la façon de produire

Il est possible d'intervenir sur les grandes infrastructures de production d'énergie et sur la consommation civile, sur la gestion des réseaux hydriques. Il est aussi possible de faire une législation plus contraignante sur les modèles de consommation et sur les transports. Cependant, rien ne peut arriver au coeur du problème sans une pratique concrète (et non formelle) du contrôle de la qualité environnementale de la façon de produire et une profonde innovation technologique qui favorise l'économie énergétique, la réduction des émissions, le cycle de vie positif des matériaux et des produits. De ce point de vue, les initiatives industrielles sont positives, si elles sont le début d'une chaîne de reconversion.

Pour notre part, nous avons orienté toute notre activité sur cet objectif, en cherchant à créer des instruments qui peuvent aider à ce processus que ce soit pour les grandes ou les petites et moyennes entreprises.

Le défi ne date pas de longtemps, d'ici dix ans il pourrait déjà être perdu.

Croissance et développement

« Il faut faire la différence entre croissance économique et développement de la société » affirme l'américain Dennis Meadows, qui dans en 1972 écrivit « les limites du développement », « notre système de croissance économique ne correspond pas à une amélioration de la société. Les profits sont maintenus par qui est responsable des politiques et qui ne se charge pas des coûts. En ce moment même les coûts dépassent largement les bénéfices ». » Nous sommes face à un système économique qui ne génère plus une richesse réellement nouvelle et

donc l'unique moyen que l'on a pour accumuler la richesse est de l'enlever aux autres. »

Les ressources essentielles (hydriques, énergétiques et alimentaires) sont en très forte diminution à cause d'un développement qui provoque des mutations du climat sur la planète : ils commencent à manquer, leur coût augmente à cause de leur prélèvement

inconsidéré et tout ceci provoque de vastes zones de pauvreté et est à l'origine des grandes migrations des peuples et des conflits. Ceci ne peut être résolu par une stratégie militaire mais par une intervention radicale pour modifier avec les modèles de développement les causes des déséquilibres et de leurs effets.

UN INTRANET POUR LE TRAVAIL ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La proposition de « Sistema Ambiente »

Partager le mode de production

Il est nécessaire de poursuivre le développement comme un fait positif.

Selon l'OIT (l'Organisation Internationale du Travail), environ 2 millions de personnes meurent chaque année à cause de leur travail, dont 354 000 d'accidents mortels. De plus, 270 millions d'accidents au travail sont recensés par an, ainsi que 160 millions de cas de maladies professionnelles.

Des problèmes se sont aggravés, comme par exemple, l'exploitation des ressources, les déséquilibres climatiques et les protections sanitaires, ceci à cause des modes de production.

Il n'est pas possible de corriger les déséquilibres, qui apparaissent déjà dévastateurs, sans intervenir de façon préventive sur les modes de production. Cela serait possible si l'on intervient de façon étendue (pour chaque réalité productive) et avec des méthodes et des paramètres partagés dans le monde entier.

Un procédé partagé

«Sistema Ambiente» propose comme base commune, un instrument basé sur des vérifications et des procédures gérées avec une méthode analytique, et qui finalement corrige les risques présents dans l'entreprise, que se soit avec les travailleurs ou avec l'environnement. Quand nous parlons de base commune, nous entendons évidemment un ensemble de critères et de paramètres déjà expérimentés, qui sont en mesure de s'enrichir. Tout ceci grâce aux expériences qui proviennent de situations différentes entre elles, même si elles utilisent des technologies similaires.

Un processus de ce type requiert des canaux de communication et d'information.

Il s'agit d'un procédé que l'on peut alimenter par le choix volontaire des entreprises et des agrégations de communication.

On parle de choix volontaire parce qu'il n'est pas question d'activer des comportements formels,

incapables d'obtenir des résultats, mais au contraire des attitudes intéressées par le finalité de leurs opérations et impliquées à les vérifier.

Le défi de la correction du développement vers la valorisation humaine et la compatibilité avec l'environnement, requiert la vérification de la compatibilité économique.

Partage et communication signifient aussi que l'on ne commence pas par imposer des directions générales définies et coactives, mais au contraire par une consolidation continue qui naît d'expériences et de vérifications de milliers d'entreprises.

Les instruments opérationnels reconnus comme une opportunité.

Les conférences de Rio et de Kyoto se sont focalisées sur un problème central : celui de la survie de l'écosystème de la planète, du point de vue de la continuité et de la présence humaine. L'Europe a adopté de nombreuses normes inhérentes à la protection de l'homme au travail.

Pendant son parcours Digitalis a développé sa proposition. Elle s'est ancrée dans une technologie sur l'information qui l'a alors rendu opérationnel.

Les trois points autour desquels s'articule cette proposition sont les suivants :

- 1) « Sistema Ambiente » offre une méthode organisée d'analyse des risques au travail, ainsi qu'une analyse de l'environnement de l'entreprise qui peut se configurer dans des secteurs et des aires diverses. Ce projet évolue en ayant pour références les normes et une grande expérience. Il représente une base commune à tous. Tous ces éléments caractérisent « Sistema Ambiente » : un instrument de gestion, en mesure de planifier les procédures de prévention et de qualité. On peut ainsi obtenir des résultats significatifs et des indicateurs de vérification
- 2) Ce système interne à l'entreprise est en mesure d'offrir à tous les connaissances nécessaires et de recevoir par tous les vérifications et les exigences (que la technologie Web de Sistema Ambiente permet de gérer)

- 3) Ce système de communication avec intranet permet à toutes les entreprises, qui participent aux projets, de fournir et de recevoir les informations spécifiques, c'est-à-dire un ensemble de portails interactifs, qui concernent des techniques innovantes et des solutions.

Bilan de gestion et bilan environnemental

L'embryon du bilan environnemental contenu dans « Sistema Ambiente » élabore des données qui vont alors être enregistrées dans la base. Ceci est une proposition à l'élaboration collective d'une structure organique et de son intégration dans les bilans de

gestion. En effet, il faut penser à des modèles de bilan cohérents avec le développement durable. Il doit être en mesure de présenter des critères gouvernementaux de gestion et d'économie dans cette perspective.

Cet aspect nous porte à ne pas raisonner dans une optique rigide mais d'être capable de recueillir et de réélaborer en profondeur les différentes formes de la gestion, en utilisant des ressources et des équilibres humains et environnementaux.

INVESTIR DANS LA PRÉVENTION

La coopération internationale des technologies « propres »

L'interconnexion entre les activités de l'homme et la planète

Les procédés qui alimentent la vie de notre planète ont toujours été interdépendants entre eux: l'activité chimique et physique de l'atmosphère comme les courants océaniques sont les éléments d'une économie naturelle qui influe sur le système entier dans lequel se développe notre vie.

L'activité de l'homme a dans les trois derniers millénaires de plus en plus développée une économie de relations vastes qui ont permis l'échange de marchandises, de cultures, de connaissances. Jusqu'à la révolution industrielle, les effets de l'activité humaine se sont simplement révélés au niveau local sans influencer sur l'économie globale de la nature.

Depuis que l'homme a développé les technologies industrielles de production, il a commencé à donner une réponse quantitative aux nécessités d'une population en grande croissance.

Les effets ont été de deux types:

- dans une économie humaine qui a toujours plus d'échanges intenses de matériels et de produits, les déséquilibres entre les différentes zones du monde augmentent;
- l'économie humaine commence à peser sur le système global de la nature, en produisant effets aptes à modifier les grands phénomènes chimiques et physiques qui sont à la base de la vie comme nous la connaissons.

Voilà donc la nécessité d'ajuster l'économie humaine à l'économie naturelle et à ses règles afin de ne pas parvenir à la complète destruction de l'économie humaine et de la vie que nous connaissons.

Cette conscience rendue évidente par des chercheurs et des organismes scientifiques a mené les États aux grandes conventions telles que celles de Rio et de Kyoto. Nous savons que les limites de production de carbone équivalent posées à Kyoto

ne sont pas aptes à faire régresser les altérations du climat, mais simplement de les ralentir. Pour les faire régresser, il sera nécessaire de multiplier en grande quantité les technologies propres et de réduire les limites. Kyoto représente un premier pas, cependant, tous les grands pays industriels n'y ont pas adhéré.

Si nous pensons que la plus grande altération du climat s'est produite seule en 150 ans d'activité industrielle et que le pic le plus grand est arrivé dans les 50 dernières années, le temps de reconversion aux technologies propres doit s'effectuer en peu de décennies.

Exemple

De cette publication n'est pas réalisée développer analyses organiques, mais fournir idées de réflexion qu'elles concourent au mieux identifier les objectifs de "Sistema Ambiente". Nous prendrons comme référence donc quelques exemples.

Les médias ont mis, non sans raison, beaucoup l'accent sur les effets de l'ouragan Katrina et du suivant sur la Louisiane et en particulier sur la ville de New Orléans.

La gestion inadéquate du territoire et du bâtiment d'habitation et en particulier le défaut d'entretien des barrages (14 millions de dollars auraient été suffisants) ont provoqué un dommage humain énorme et un dommage économique qui a été estimé entre 70 et 130 milliards de dollars.

« Il est temps de changer l'état d'esprit selon lequel les catastrophes naturelles sont inévitables. » Pour les chercheurs de l'International Council for Science (ICSU), réunis en assemblée générale à Suzhou (Chine), les désastres naturels ne sont pas une fatalité. Les fautifs sont davantage les gouvernements qui restent « trop passifs » et ne prennent pas les mesures de prévention nécessaires. Dans un rapport publié jeudi 20 octobre, cette organisation non gouvernementale

appelle scientifiques et décideurs à mieux coopérer pour faire face aux risques naturels.

Les chercheurs du magazine "Science" prévoient en 2080 en Europe une augmentation de la température moyenne de 1,4 degrés et jusqu'à 6 degrés dans l'Europe du Nord. Cela entraîne une forte réduction des zones cultivables et de celles dédiées à l'élevage, avec plus du 10% de population en carence forte de pluies et de ressources hydriques. Il s'agit d'une situation qui a déjà commencé à se matérialiser et, si d'importantes interventions n'interviennent pas, elle continuera dans les prochaines années.

Selon l'ONU les altérations du climat et la pollution ont provoqué en Chine des dommages : 3,8 - 5% du PIB.

La dimension de l'activité industrielle et de ses effets, ne permettent pas à un pays unique ou à des zones uniques de se protéger de tout ce qui arrive indépendamment dans le reste de la planète. Ajuster les règles de l'économie humaine aux règles les plus fortes de l'économie naturelle est la seule possibilité que nous avons.

Incapacité de changer

Ce sont vraiment les zones avec le plus haut développement industriel qui freinent ce changement. Cela est compréhensible, car ce sont les zones dans lesquelles le changement a des répercussions plus profondes et radicales, du point de vue économique ou culturel.

Celle-ci est une contradiction déterminée par l'incapacité de voir plus loin.

En effet, ce sont vraiment des zones plus industrialisées et plus développées scientifiquement qui peuvent offrir des technologies plus proportionnées en grande quantité, comme il est nécessaire, sans interrompre aucun cycle économique, mais au contraire en l'élargissant aux autres pays.

Quelques-uns craignent de ne pas réussir à contrôler le changement et ils s'agrippent aux actions de brève période.

La tentative de minimiser les données scientifiques est l'expression de cette attitude.

Cependant la dimension du changement climatique est telle que, si l'on n'intervient pas, dans l'arc peu de décennies le changement s'imposera de lui-même et, alors oui, personne ne sera apte à le contrôler.

Changement et façon de produire

Le parcours du changement selon l'économie humaine est basé sur des investissements importants pour la prévention: les technologies propres existent, il y a les capacités scientifiques et de recherche pour les améliorer. Il y a aussi les ressources économiques pour opérer une reconversion profonde de la façon de produire et pour sa diffusion à grande échelle.

Développement humain et façon de produire

L'adoption des technologies industrielles montre que dans toutes les zones de la planète on utilise des façons de produire analogues, des systèmes d'organisation et des instruments de production semblables, économies de production guidées par les mêmes modèles.

Les risques pour la santé humaine dérivent soit des maladies du travail, soit des menaces graves de "pandémie", c'est-à-dire d'épidémies qui n'ont pas de frontières, qui frappent l'homme en tant que consommateur: dans les deux cas il y a des façons de produire (matériels, technologies, produits) qui sont hors contrôle, qui subissent les effets d'une économie naturelle (biologique, au-delà que chimique et physique) plus forte.

Le développement humain est garanti seulement si les procédés de production et de consommation sont compatibles avec l'économie naturelle.

Changement et capacité d'autocontrôle

Pour gouverner le changement, il est nécessaire que pour toutes les phases du cycle, de la transformation de production à la transformation de consommation, fonctionnera un système d'autocontrôle et de vérification et si en amont fonctionnera une grande capacité de recherche scientifique et technique.

Jusqu'à présent la diffusion de systèmes de certification a amélioré quelques aspects techniques de la qualité de production, mais il n'a pas du tout influencé la qualité environnementale et humaine.

L'autocontrôle de la sécurité humaine et de la compatibilité environnementale est perçue comme moins prioritaire et moins contraignant; il devient prioritaire seulement si les lois et organismes interviennent pour le faire appliquer.

Il est nécessaire que l'autocontrôle de la sécurité humaine et de la compatibilité environnementale devienne une pratique constante comme il l'est pour les autres aspects de la gestion d'entreprise.

Partager les modèles de la qualité du travail et de la qualité environnementale

Les priorités

Nous avons constamment, à travers nos publications, souligné que la priorité était celle d'un profond procédé de reconversion et d'innovation aux technologies et aux façons de produire "propres" qu'il doit impliquer les grandes entreprises .

Les données de l'Organisation Internationale du Travail sont suffisantes pour en accepter la priorité: tous les ans 2 millions de gens meurent pour causes dépendantes du travail dont 354.000 pour accidents mortels. Le coût économique et humain qui en dérive est énorme (en Italie en 2004 le coût économique pur a été de 28 milliards d'euros).

Le coût économique causé par les événements climatiques qui se répètent dans les dernières années est énorme.

Reconquérir la centralité de la façon de produire

Un changement doit être accompagné de la réorganisation des stratégies de recherche et de développement.

Il y a déjà des technologies et des organisations aptes à rendre l'industrie compatible avec l'environnement et respectueuses de la sécurité, de la santé et du patrimoine professionnel. Il s'agit de les traduire en innovations diffuses et en pratiques constantes qui sont intégrées dans la responsabilité des entreprises.

Ici, nous nous référons non seulement à l'apparat historique des entreprises du vieil ouest, mais aux nouveaux appareils industriels qui se sont développés ces dernières années en Asie et en Amérique Latine et qui se développeront en Afrique, zones du monde vers lesquelles aujourd'hui nous exportons pollution, effet serre, désertification et dans lesquelles nous extrayons des ressources non renouvelables et, directement ou indirectement, nous surexploitions les populations au travail.

Les nouvelles industrialisations sont en effet le plus souvent gérées ou guidées par de vieilles entreprises qui visent à un résultat spéculatif rapide et qui introduisent des déséquilibres environnementaux et sociaux difficiles à récupérer.

Responsabilité dans un tableau normatif certain

À la base de cette stratégie deux points sont à poursuivre concrètement pour chacun:

- une responsabilité effective de l'entreprise vis-à-vis de la concrète façon de produire, pas formelle, mais réelle.
- la diffusion des connaissances des nouvelles technologies "propres" et des méthodes de prévention des dommages tant environnementaux que sociaux.

Lorsque nous soulignons l'aspect "juridique" du problème, nous le faisons en voyant qu'aujourd'hui la compétition n'a pas pour but d'enrichir la qualité du travail et environnementale de la façon de produire, mais pour en appauvrir les contenus et la capacité de durée.

L'affirmation de règles cohérentes avec l'après, c'est-à-dire avec la qualité du développement suppose des vérifications: pendant le déroulement du procédé et des vérifications des résultats qui se concrétisent.

De ce point de vue il est nécessaire de partager un tableau de références dans lequel les protagonistes en garantissent la cohérence.

Le tableau de référence général ne peut pas s'arrêter au protocole de Kyoto et ses ajournements.

L'objectif de réduire les causes qui entraînent le changement climatique reste central et implique autant les États que les entreprises, de la grande entreprise à la petite.

Il existe des instruments pour gérer un procédé de ce type et ils permettent de gérer, à tous les niveaux, un bilan environnemental.

Le point faible de ce parcours est laisser au bon vouloir des entreprises et il n'y a pas des règles et de vérifications qui stimulent la responsabilité de l'entreprise et des organes de contrôle à tous les niveaux.

La responsabilité de ceux qui prennent les décisions, pas les énonciations, cohérentes dans l'entreprise est utile s'il y a des sièges de vérification et de comparaison: avec les travailleurs en ce qui concerne la qualité du travail et avec les communautés en ce qui concerne la qualité environnementale.

Cela implique la mise en place de règles et expressions de droits, en absence desquelles il n'y a pas de vérification et de crédibilité.

Pollutec

27 - 30 novembre 2007

HORIZONS

PARIS-NORD VILLEPINTE

Lille 22, 23, 24 janvier 2008

L'événement de référence pour la qualité de vie au travail

Les maladies et les accidents dus aux risques professionnels sont, malgré une prise de conscience généralisée, encore beaucoup trop nombreux...En 2004, en France, 699 890 accidents du travail, 78 280 accidents du trajet et 36 871 maladies professionnelles ont été déclarés.

Elus, Dirigeants de TPE-PME, Responsables des achats, Qualité, Maintenance, Production, RH, Médecins du travail, Membres de CHSCT...Nous sommes tous concernés !

Préventica est un concept unique réunissant en un seul lieu un salon et un congrès sur la prévention des risques professionnels et l'optimisation des conditions de travail.

Préventica se veut une plate-forme d'informations où chaque professionnel peut trouver des solutions concrètes aux problématiques de prévention.

DIGITALIS S.r.l.

Via Belfiore 24 – 10125 TORINO (Italia) – tel. (39) 011 6688383 Fax (39) 011 6689723

e-mail digitalis@iride.to.it

web www.iride.to.it